



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

COUR D'APPEL DE VERSAILLES  
Service Administratif Régional  
Service des marchés publics  
5 rue Carnot  
78 000 Versailles

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**Marché de travaux d'installation d'équipements centraux de  
vidéosurveillance au profit du Tribunal Judiciaire de Pontoise**

**MAPA\_ 2025\_ 78\_03**

**MARCHE PASSE SELON LA PROCEDURE ADAPTEE**

*(En application des articles L.2123-1-1 et R. 2123-1-1 du Code de la commande publique)*



## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - IDENTIFIANTS DE LA PERSONNE PUBLIQUE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 - DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>5</b>
Article 2.1 - Promotion de la démarche de labellisation RFAR « relations fournisseurs et achats responsables » .....	5
Article 2.2 – Définition des intervenants .....	5
Article 2.3 – Objet du marché .....	6
Article 2.4 – Forme du marché .....	6
Article 2.5 – Durée du marché .....	6
Article 2.6 – Pièces constitutives du marché .....	6
Article 2.7 – Clause de réexamen.....	7
Article 2.8 – Certification des installateurs de systèmes de vidéosurveillance .....	8
<b>ARTICLE 3 - CONTENU ET EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>8</b>
Article 3.1 – Conduite des prestations .....	8
Article 3.2 – Délai d'exécution .....	9
Article 3.3 – Calendrier d'exécution .....	9
Article 3.4 – Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits .....	10
Article 3.5 – Obligations du Titulaire .....	10
Article 3.6 – Obligation de conseil et d'information .....	10
Article 3.7 – Obligation de réserve et de confidentialité .....	11
Article 3.8 – Protection de la main d'œuvre employée .....	11
Article 3.9 – Respect des obligations et objectifs en matière sociale et environnementale .....	12
Article 3.10 – Constitution des locaux et surfaces .....	12
Article 3.11 – Responsabilité et obligation d'assurance .....	12
Article 3.12 – Sous-traitance .....	13
Article 3.13 – Délai de remise des documents par le Titulaire .....	14
<b>ARTICLE 4 - CONTROLE ET RECEPTION .....</b>	<b>14</b>
Article 4.1 – Essai et contrôle des ouvrages en cours de travaux .....	14
Article 4.2 – Protection des ouvrages .....	14
Article 4.3 – Nettoyage du chantier .....	15

Article 4.4 – Les opérations de réception .....	15
<b>ARTICLE 5 – PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES .....</b>	<b>16</b>
Article 5.1 – Les prix du marché.....	16
Article 5.2 – Les modalités de règlement des comptes.....	16
Article 5.3 – Variation des prix.....	17
Article 5.4 – Facturation .....	17
Article 5.5 – Modalités de paiement.....	19
Article 5.6 – Avances .....	19
Article 5.7 – Paiement des cotraitants et sous-traitants .....	20
Article 5.8 – Langue et unité monétaire .....	20
<b>ARTICLE 6 – DISPOSITIONS PARTICULIERES .....</b>	<b>20</b>
Article 6.1 – Considérations environnementales .....	20
Article 6.2 – Régime des droits de propriété intellectuelle.....	22
Article 6.3 – Hygiène, sécurité et conditions de travail .....	22
<b>ARTICLE 7 - PENALITES ET PRIMES .....</b>	<b>22</b>
Article 7.1 – Pénalités .....	22
Article 7.2 – Limitation des pénalités .....	23
Article 7.3 – Procédure contradictoire préalable .....	24
Article 7.4 – Primes.....	24
<b>ARTICLE 8 - STATUT DU TITULAIRE .....</b>	<b>24</b>
Article 8.1 – Transfert du marché.....	24
Article 8.2 – Modification du statut du Titulaire et avenant .....	24
Article 8.3 – Modification du statut du Titulaire et résiliation.....	24
<b>ARTICLE 9 - RESILIATION DU MARCHE.....</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE 10 - REGLEMENT DES LITIGES.....</b>	<b>25</b>
Article 10.1 – Du règlement amiable des différends .....	25
Article 10.2 – Du règlement contentieux des différends .....	26

## ARTICLE 1 - IDENTIFIANTS DE LA PERSONNE PUBLIQUE

### Maître d'ouvrage :

**ETAT - MINISTERE DE LA JUSTICE**

**Cour d'Appel de Versailles**

Service Administratif Régional

5 rue Carnot – RP 1113, 78 011 Versailles Cedex

Téléphone : 01.70.29.61.22

Représenté par le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, agissant pour le compte de l'Etat, ci-après dénommé « l'Administration ».

### Représentants du Maître d'ouvrage :

Le Premier Président et le Procureur Général de la **Cour d'Appel de Versailles**,

Ayant compétence conjointement pour passer les marchés répondant aux besoins des services judiciaires dans le ressort de leur Cour d'Appel, par délégation du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

Par décret n° 2007-352 du 14 mars 2007, relatif aux services administratifs régionaux judiciaires, paru au Journal Officiel de la République Française (JO) du 18 mars 2007.

### Représentant du Maître d'ouvrage pour l'exécution :

Le Directeur Délégué à l'Administration Régionale Judiciaire de la **Cour d'Appel de Versailles**

### Le Maître d'œuvre pour la réalisation des travaux :

CVOSS Consultant

1, Rue Camille Claudel, 77600 Bussy Saint Georges

### Imputation budgétaire :

Programme : 166 / Article de regroupement : 0166-06-02

Code GM principal : 36.05.08 Libellés longs GM : Remplacement matériel de sécurité

Code CPV principal : 45233292 – Installation de dispositifs de sécurité ;

Codes CPV secondaires : 35120000 - Systèmes et appareils de surveillance et de sécurité ;

32323500 – Système de surveillance vidéo

### Personne habilitée à donner des renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique :

L'attachée d'administration de l'état, responsable des marchés publics de la **Cour d'Appel de Versailles : Mme Mariana MASSET**

**5, rue Carnot, 78000 VERSAILLES**

**Tel. : 01.70.29.61.22**

**Courriel : [rgbmp.sar.ca-versailles@justice.fr](mailto:rgbmp.sar.ca-versailles@justice.fr)**

### Personne habilitée à recevoir des documents devant être adressés à la personne publique :

L'attachée d'administration de l'état, responsable des marchés publics de la **Cour d'Appel de Versailles : Mme Mariana MASSET**

### Ordonnateurs :

De manière conjointe, le Premier Président de la Cour d'appel de Versailles et le Procureur général près ladite Cour, représentant l'Etat, dénommé l'Administration, en application du code de l'organisation judiciaire selon article R312.67.

### Comptable public assignataire des paiements :

Monsieur le Trésorier Général des Yvelines

16, avenue de Saint Cloud, 78000 VERSAILLES

## ARTICLE 2 - DISPOSITIONS GENERALES

### Article 2.1 - Promotion de la démarche de labellisation RFAR « relations fournisseurs et achats responsables »

Le ministère de la Justice a été labellisé « Relations fournisseurs et achats Responsables » le 10 décembre 2024.

Par conséquent, le ministère souhaite continuer à améliorer sa relation avec ses fournisseurs en :

- Mettant en place des conditions favorables au développement de relation équilibrée ;
- Veillant aux intérêts des fournisseurs et sous-traitants ;
- Valorisant la démarche d'écoute de la voix des fournisseurs.

Et encourage ses fournisseurs à :

- Mettre en place une démarche d'amélioration continue en matière de RSE et valoriser les évolutions en cours de marché ;
- Construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées ;
- Développer les bonnes pratiques achats responsables dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement ;
- S'engager dans un parcours d'achats responsables en signant la Charte RFAR et œuvrer à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le Titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- La signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables » ;
- L'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) ; et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

### Article 2.2 – Définition des intervenants

*Le Maître d'ouvrage* est l'Etat, Ministère de la Justice, représenté par le Premier Président et le Procureur Général de la Cour d'appel de Versailles, par délégation du Garde des Sceaux, Ministre de la justice en vertu du décret 2007-352 du 14 mars 2007.

L'interlocuteur du Titulaire pour les questions techniques relatives au présent marché est le **Responsable de la gestion du patrimoine immobilier (RGPI)** du Service Administratif Régional (SAR) de la Cour d'Appel de Versailles.

*L'interlocuteur du Titulaire pour les questions générales d'ordre administratif dans le cadre de l'exécution du présent marché* est le **Responsable de la Gestion Budgétaire chargé des Marchés Publics (RGBMP)** du Service Administratif Régional (SAR) de la Cour d'Appel de Versailles.

*L'interlocuteur du Maître d'ouvrage et du Titulaire du marché de travaux* dans le cadre de la relation tripartite concernant les questions générales d'ordre technique et opérationnel du présent marché est le Maître d'œuvre « CVOSS Consultant ». A ce titre, le Maître d'œuvre est chargé de diriger l'exécution des travaux faisant l'objet du présent contrat.

*L'entreprise Titulaire du marché* est dénommée ci-après "le Titulaire". Le Titulaire est le prestataire des travaux qui conclut le présent marché avec le Maître d'ouvrage. Le Titulaire désigne, dès la notification du marché, un responsable ayant qualité pour le représenter auprès du RSEM et du Maître d'œuvre.

La **notification** est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la partie contractante par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique, permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

### Article 2.3 – Objet du marché

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) est un marché de travaux ayant pour objet l'installation d'équipements centraux de vidéosurveillance, en vue de renforcer non seulement la sécurité des personnes ainsi que la sûreté des bâtiments judiciaires du Tribunal Judiciaire de Pontoise mais aussi de protéger des données sensibles. La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CTP).

L'objet de ce marché est assorti d'une **obligation de résultat**.

### Article 2.4 – Forme du marché

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en application *des articles L.2123-1-1 et R. 2123-1-1 du Code de la commande publique*.

Il s'agit d'un marché de travaux à prix global et forfaitaire.

Le marché est composé d'un lot unique, il n'est donc pas alloti et une décomposition en tranches est exclue.

Le présent marché est conclu avec un montant maximum de :

- 125 000,00 Euros HT, soit 150 000,00 Euros TTC

### Article 2.5 – Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée ferme de six (06) mois. Il s'exécute à compter de sa date de notification jusqu'au 30 juin 2026 maximum.

### Article 2.6 – Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du présent marché prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous énumérées :

→ l'Acte d'Engagement (A.E) daté et signé par le représentant habilité du Titulaire, et ses deux (2) annexes financière et administrative :

- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) (annexe financière) ;
- La déclaration de sous-traitance (DC4) (annexe administrative).

→ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

→ Le programme ou le calendrier détaillé d'exécution des travaux établis conformément aux dispositions de l'article 28.2 du CCAG Travaux et comportant les dates de début et de fin des travaux (dates prévisionnelles décembre 2025 – juin 2026) ;

→ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses huit (08) annexes jointes audit CCTP ;

→ le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié le 1<sup>er</sup> avril 2021 ;

→ Certificat d'accréditation au sens de l'Arrêté du 05 janvier 2011 fixant les conditions de certification des installateurs de systèmes de vidéosurveillance ;

→ Les Documents Techniques Unifiés en vigueur (DTU) et tous documents réglementaires et normes françaises ainsi que les normes européennes ;

→ Le mémoire technique du Titulaire ;

En cas d'incompatibilité, de contradiction ou de divergence d'interprétation entre les différentes stipulations des documents contractuels mentionnés ci-dessus, ces documents prévalent dans l'ordre suivant lequel ils sont énumérés ci-dessus.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales cité ci-dessus, qui n'est pas joint mais qui est rendu contractuel par le présent marché, peut être fourni sur simple demande au Titulaire.

Aucune condition spécifique ou générale figurant dans les documents envoyés par le Titulaire ne peut s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux...

Le Titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché, et d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

## **Article 2.7 – Clause de réexamen**

Si des évolutions de nature à modifier les modalités d'exécution ou les prix de prestations du présent marché devaient intervenir, les parties peuvent convenir d'un réexamen par voie d'avenant des nouvelles conditions d'exécution financière et/ou opérationnelles du présent marché sur présentation de pièces justificatives.

L'avenant issu de cette clause de réexamen ne peut avoir pour conséquence de modifier l'objet du marché ou les caractéristiques substantielles des prestations.

### **Article 2.8 – Certification des installateurs de systèmes de vidéosurveillance**

Conformément aux dispositions des articles 1 et 2 de l'Arrêté du 5 janvier 2011 fixant les conditions de certification des installateurs de systèmes de vidéosurveillance, le Titulaire du présent marché doit impérativement justifier de disposer de la certification susmentionnée, délivrée par des organismes et administrations compétents, eux-mêmes accrédités par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un autre organisme d'accréditation, membre de la Coopération européenne pour l'accréditation.

## **ARTICLE 3 - CONTENU ET EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **Article 3.1 – Conduite des prestations**

#### Sur le représentant du Titulaire

Le Titulaire désigne, dès la notification du marché, une personne qui assure la conduite du marché. Il est attendu de cette personne, qu'elle dispose de pouvoirs suffisants pour prendre des décisions nécessaires engageant le Titulaire.

Au cas où cette personne ne serait plus en mesure d'assurer sa mission, le Titulaire doit en informer l'Administration sans délai et transmettre les coordonnées et pièces justificatives du nouveau correspondant. Il s'engage à prendre immédiatement toutes dispositions pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise.

#### Sur le personnel affecté

Le Titulaire doit soumettre, pour agrément, au Maître d'ouvrage, dans le délai de quinze (15) jours à compter de la notification, la liste nominative du personnel susceptible d'intervenir dans les locaux, les certificats de compétences professionnels (CCP) suivant les conditions prévues par l'arrêté du 22 décembre 2015<sup>1</sup>, leur CV respectif, le justificatif de leur embauche, ainsi qu'un extrait n°3 de leur casier judiciaire.

Le Titulaire doit fournir à son personnel un uniforme et un badge permettant leur identification. Il est porté à la connaissance du Titulaire, que son personnel se doit de faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche à l'égard de tiers et veiller à minimiser la gêne occasionnée par leurs interventions vis-à-vis de toute personne présente sur les différents sites concernés par le présent marché.

En cas de changement de personnel ou en l'absence d'agent, le Titulaire doit prévenir dans les plus brefs délais par tout moyen, le Maître d'œuvre ou l'Administration. L'identité du remplaçant doit être communiqué au Maître d'œuvre ou à l'Administration et obtenir l'agrément auprès d'elle. Si le remplaçant n'est pas accepté par le Maître d'ouvrage, une nouvelle proposition est faite par le Titulaire dans un délai de cinq (5) jours à compter de la notification du refus. En aucun cas, le remplacement du personnel ne doit entraîner ou justifier l'augmentation du montant du présent marché.

---

<sup>1</sup> Voir l'article 3 de l'Arrêté du 20 mai 2020 relatif au titre professionnel de technicien en systèmes de sûreté. A consulter sous ce présent lien : [Journal officiel de la République française - N° 131 du 30 mai 2020](#)

De même, l'Administration se réserve le droit de refuser à tout moment l'accès des lieux et de demander un remplacement immédiat du personnel.

### Article 3.2 – Délai d'exécution

Les délais d'exécution du marché sont fixés au calendrier prévisionnel d'exécution établi en liaison avec le Maître d'œuvre « CVOSS Consultant ». Ils commencent à courir dès la première intervention du Titulaire sur le chantier, et se terminent à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

L'objectif est un achèvement des travaux en juin 2026, plus précisément le 30 juin 2026 au plus tard.

Les travaux sont exécutés par le Titulaire, sous la direction du Maître d'œuvre, conformément aux plans et dossiers remis. Le démarrage général des travaux est notifié par le Maître d'ouvrage. Il est ensuite, porté à la connaissance du Titulaire et du Maître d'œuvre.

Les travaux doivent être réalisés dans un délai de **six (06) mois**, incluant la période de préparation du marché, les congés et jours fériés à la date de la notification du marché.

#### Période de préparation :

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, une période de préparation d'un (01) mois est prévue dès notification du marché. La durée de cette période de préparation peut être prolongée par le Maître d'œuvre sauf si le retard est imputable au Titulaire.

#### Prolongation du délai d'exécution

Le Titulaire signale au Maître d'œuvre ou au Maître d'ouvrage par lettre recommandée, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de sa survenance, toute circonstance ou événement qui ne soit imputable ni à sa faute ni à son fait, susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution.

Toutes justifications nécessaires permettant au Maître d'œuvre ou au Maître d'ouvrage d'apprécier le bien-fondé des difficultés signalées et la durée de l'éventuelle prolongation de délai doivent être fournies par le Titulaire.

En application du troisième paragraphe de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, lorsque l'exécution des travaux est entravée par l'un des phénomènes naturels, les délais d'exécution sont prolongés. La prolongation des délais d'exécution est équivalente au nombre de jours d'entrave provoqués par le phénomène naturel en cause.

### Article 3.3 – Calendrier d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est établi par le Titulaire du marché. Après acceptation par le Maître d'œuvre « CVOSS Consultant », ce calendrier est soumis par ce dernier à l'approbation du Maître d'ouvrage.

Au cours du chantier et avec l'accord du Titulaire, le Maître d'œuvre « CVOSS Consultant » peut être amené à modifier le calendrier d'exécution des travaux après l'approbation du Maître d'ouvrage.

### **Article 3.4 – Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits**

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et/ou composants de réalisation des travaux dont le choix n'est principalement pas laissé au Titulaire. En outre, tout le matériel fourni par le Titulaire se doit d'être neuf et présenter toutes les garanties de bon fonctionnement. Le choix doit être fait en tenant compte des spécifications du présent CCTP et des conditions d'utilisation et d'environnement. De même, il est tenu de mettre à la disposition du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des matériaux et produits mis en œuvre.

Par ailleurs, pour toute proposition équivalente, le Titulaire doit tenir compte des incidences techniques et financières (nature, mise en œuvre, performances, dimension, frais de fonctionnement) qui en résulteraient pour l'installation. A défaut, le Titulaire est tenu seul pour responsable et doit, en conséquence, se conformer dans les conditions de son marché, à la solution de base du projet et supporter l'ensemble des frais d'adaptation.

Dans le cas où les équipements constitutifs d'un ensemble installé ne proviendraient pas du même constructeur, le Titulaire est tenu seul responsable d'un mauvais fonctionnement ou de toute défectuosité qui pourrait résulter d'un assemblage d'équipements mal adaptés. Le Titulaire est tenu par conséquent, de conserver la capacité à réparer ou à remplacer par des équipements équivalents, tous les équipements fournis dans le cadre du projet, et ce pour une durée de 5 ans à compter de la réception.

La concordance ou l'équivalence des matériaux, produits et composants de réalisation des travaux est soumise à l'approbation du Maître d'œuvre.

### **Article 3.5 – Obligations du Titulaire**

Le Titulaire est soumis à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations selon les spécifications fixées au CCTP. Ces prestations constituent un marché d'entreprise avec obligation de résultat, assortie d'une obligation de moyens : la mise en œuvre effective des moyens définis par le Titulaire dans son offre technique et ses éventuelles annexes.

Le Titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le Titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus y compris en matière environnementale dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du présent marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution dudit marché.

### **Article 3.6 – Obligation de conseil et d'information**

De manière générale, le Titulaire doit informer le Maître d'œuvre de tous les problèmes qu'il rencontre pour assurer sa prestation.

Le Titulaire doit, en tout état de cause, signaler au Maître d'œuvre, dès qu'il a été normalement en mesure de les déceler, les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des

personnes, des locaux ou des biens, et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas porté remède.

Si les installations mises à disposition du Titulaire venaient à ne plus être conformes à la réglementation, le Titulaire est tenu d'en informer par écrit et sans délai le Maître d'œuvre. Il appartient au Maître d'œuvre d'en informer l'Administration, qui devrait prendre aussitôt les dispositions nécessaires en vue de leur mise en conformité.

Par ailleurs, le Titulaire est invité à conseiller le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre pour le recours à des matériaux ou à des pratiques de chantier plus vertueuses sur le plan environnemental que les exigences inscrites au présent marché. Il est entendu que ces recommandations ne doivent pas bouleverser l'équilibre économique du marché.

Le Titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le présent contrat pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

### **Article 3.7 – Obligation de réserve et de confidentialité**

Le Titulaire s'engage à appliquer et à faire appliquer le secret professionnel sur les informations et documents auxquels il a ou aura accès pendant l'exécution du marché. Il s'oblige donc notamment à tenir strictement confidentiels et à ne pas divulguer les documents et informations dont il aura directement ou indirectement connaissance, dans le cadre du marché, à quelque titre que ce soit.

Quel que soit leur support (documents, données écrites, orales ou fichiers informatiques), ces informations ne peuvent en aucun cas faire l'objet de copies ni être communiquées à des tiers. Le Titulaire prend l'ensemble des mesures, précisées dans sa proposition, propres à garantir les conditions de protection des données et informations traitées, transmises ou stockées, y compris pour assurer la protection et la confidentialité des informations nominatives qu'il détient, ou qu'il traite.

Conformément à l'article 1120 du Code civil, le Titulaire se porte-fort pour tout son personnel (salariés, collaborateurs...) des engagements définis ci-dessus.

En cas de violation de ces obligations et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts exclusifs du Titulaire.

### **Article 3.8 – Protection de la main d'œuvre employée**

Au titre de la protection de la main d'œuvre, le Titulaire remet :

- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France ;
- Une attestation sur l'honneur délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le Titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. Le Titulaire est également tenu au strict respect des dispositions des huit (08) Conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du Maître d'ouvrage.

En vertu de l'article L.8222-6 du Code de Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité est appliquée au Titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du même code en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5.

Si dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif d'alerte, le Titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régularisation, la pénalité est appliquée ou le contrat sera rompu sans indemnité, aux frais et aux risques de ce dernier.

### **Article 3.9 – Respect des obligations et objectifs en matière sociale et environnementale**

En vertu de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, le Titulaire du marché s'engage à prendre en compte des considérations relatives à l'économie, à l'innovation, à l'environnement, au domaine social, à l'emploi ou à la lutte contre les discriminations.

### **Article 3.10 – Constitution des locaux et surfaces**

Le Titulaire est réputé avoir une exacte connaissance de la consistance des locaux de chacun des bâtiments judiciaires objet du marché ; à cet égard les indications contenues dans le CCTP sont communiquées à titre purement indicatif et ne sauraient revêtir aucune valeur contractuelle.

### **Article 3.11 – Responsabilité et obligation d'assurance**

#### **a) étendue de la responsabilité**

- **principe** : Le Titulaire est responsable des dommages, de toute nature, causés aux personnes et aux biens du fait ou à l'occasion de l'exécution de sa mission par lui-même ou par ceux qu'il se serait substitué ; il est seul gardien des matériels ou marchandises qu'il entrepose dans les locaux objets du marché pour les besoins de son exécution à l'exclusion de toute mise en cause de l'Administration.

- **exonération de responsabilité** : Par exception, les faits de guerre, les cataclysmes et catastrophes naturelles constitutifs de cas de force majeure exonèrent le Titulaire de la responsabilité qui lui incombe au titre du présent marché.

Il en serait de même des injonctions administrative ou judiciaire de suspendre l'exploitation lorsque la délivrance de l'injonction ne relève pas d'une cause imputable au Titulaire.

#### **b) obligation d'assurance**

Le Titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail.

Le Titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés au Maître d'ouvrage et aux tiers lors de l'exécution du marché. Le Titulaire doit aussi contracter une assurance couvrant sa responsabilité décennale.

Il est expressément convenu qu'en cas de sous-traitance ou autre substitution d'entreprise, le Titulaire fait son affaire personnelle de la garantie de ceux qu'il se substitue.

#### **c) justification de l'obligation d'assurance**

Avant tout commencement d'exécution du marché et, au plus tard, dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché, le Titulaire doit impérativement justifier de la souscription d'un contrat d'assurance conforme aux exigences du présent CCAP.

En cours d'exécution du marché, à tout moment et sur simple demande de l'Administration, le Titulaire doit pouvoir justifier de la souscription d'un contrat d'assurance en cours de validité.

#### **d) effets du défaut de justification d'assurance**

**Avant le commencement d'exécution du marché, le défaut de justification d'assurance dans le délai imparti de quinze (15) jours prévu ci-dessus, interdit, d'une part, tout commencement d'exécution, d'autre part, expose le Titulaire au paiement des pénalités prévues à l'article 5 du présent CCAP.**

En cours d'exécution du marché, le défaut de justification d'assurance dans les quarante-huit (48) heures qui suivent la demande de l'Administration, autorise celle-ci à suspendre immédiatement l'exécution du marché aux torts du Titulaire ; interruption de service à laquelle s'attachent les effets prévus à l'article 7.1 du présent CCAP.

### **Article 3.12 – Sous-traitance**

Conformément aux articles L.2193-3 à L. 2193-13 du Code de la Commande publique, la personne publique **décide que toutes les tâches essentielles doivent être effectuées directement par le Titulaire**. Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties non-essentielles de son marché, sous réserve du respect des dispositions de la loi relative à la sous-traitance du 31 décembre 1975 modifiée.

Le Titulaire s'engage à déclarer au Maître d'ouvrage les entreprises intervenantes. Les déclarations de sous-traitance (DC4), si elles n'ont pas été effectuées lors de la présentation de l'offre, doivent être réalisées avant tout début d'intervention du sous-traitant pressenti au moyen du formulaire DC4 disponible sur le site du MINEFI.

Le Titulaire transmet au Service Administratif Régional le(s) DC4 précisant les prestations et le montant annuel sous-traités signé(s) du Sous-traitant et du Titulaire. Chaque DC4 doit être accompagné des certificats et attestations à jour mentionnés dans les articles R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Le Maître d'ouvrage appose alors sa signature sur le(s) DC4 afin d'agréer chaque sous-traitant et notifie une copie du document signé au Titulaire. Cette disposition est impérative, que les sous-traitants soient en paiement direct ou non.

Toute société intervenant pour le compte du Titulaire sans avoir été agréée au préalable se verra refuser l'accès aux locaux et ne sera pas payée.

La résiliation du marché peut être prononcée pour non-respect de ces dispositions.

Les interventions et planifications des sous-traitants sont réalisées sous le contrôle et la responsabilité du Titulaire. Le Titulaire s'engage à fournir aux sous-traitants tous les documents nécessaires à la bonne réalisation de leurs missions. Les sous-traitants ne sont pas autorisés à circuler seuls dans l'établissement et doivent être accompagnés par le Titulaire.

### Article 3.13 – Délai de remise des documents par le Titulaire

Le Titulaire doit fournir dans les délais indiqués ci-après les documents suivants :

Désignation des documents	Délais de remise
Liste des responsables de projet	Dès la notification du marché
Justifications d'assurances	Au plus tard 15 jours calendaires à compter de la notification du marché
Liste nominative du personnel d'intervention et de remplacement	Au plus tard 15 jours calendaires à compter de la notification du marché
Planning de l'exécution des prestations	Au plus tard 15 jours calendaires avant le début d'exécution de la prestation
Fiches techniques des équipements devant être installées	Au plus tard 15 jours calendaires avant le début d'exécution de la prestation
Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)	Au plus tard à la date des Opérations Préalables de la Réception (OPR)
Dossier d'Utilisation, d'Exploitation et de Maintenance (DUEM)	Au plus tard à la date des Opérations Préalables de la Réception (OPR)

Tout retard dans la remise de ces livrables est sanctionné par l'application des pénalités fixées à l'article 7.1 du présent CCAP. Il convient d'indiquer, que la liste ci-dessus établie n'est pas exhaustive et peut être amenée à évoluer.

## ARTICLE 4 - CONTROLE ET RECEPTION

### Article 4.1 – Essai et contrôle des ouvrages en cours de travaux

L'essai et le contrôle des ouvrages en cours de travaux se font selon les conditions fixées par le CCTP.

### Article 4.2 – Protection des ouvrages

Conformément aux dispositions contractuelles fixées à l'article 2.3.4 du CCTP, le Titulaire met en œuvre tous les moyens nécessaires pour la protection des matériaux et des ouvrages contre les dégradations de toute nature et ce, jusqu'à la réception des travaux.

En cas de dommage, le Titulaire doit remplacer de manière équivalente les biens/espaces dégradés et assumer les frais de remise en état. En aucun cas, ces frais ne peuvent être supportés par le maître d'ouvrage.

En cas de non-respect de obligations prévues à cet effet, le Titulaire se voit appliquer pour la pénalité afférente fixée à l'article 7.1 du présent CCAP.

### **Article 4.3 – Nettoyage du chantier**

Conformément aux dispositions contractuelles fixées à l'article 2.5 du CCTP, il convient de souligner qu'en sus de l'évacuation quotidienne des gravats, le Titulaire assure le maintien en état de propreté permanent des zones de travail dans lesquelles il intervient.

Le Titulaire s'engage à maintenir sa zone de travail propre et libre de tous déchets depuis le début de son intervention jusqu'à réception de ses travaux.

Sur le Titulaire repose la charge de l'évacuation de ses propres déchets et gravats jusqu'aux lieux de stockage fixés dans les pièces contractuelles d'organisation de chantier du marché. Le Titulaire doit le nettoyage, avant réception, de tous les ouvrages. Il est tenu de se conformer à la réglementation relative au tri sélectif des déchets et aux modes de traitements appliqués conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

En cas de défaillance, le Titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 7.1 du présent CCAP.

### **Article 4.4 – Les opérations de réception**

Dans les 20 jours calendaires à compter de la date de réception de l'avis d'achèvement des travaux, le Maître d'œuvre procède aux Opérations Préalables à la Réception (OPR) des ouvrages.

Dans le cas où le Maître d'œuvre n'a pas arrêté la date de ces opérations dans le délai fixé ci-dessus, le Titulaire en informe le représentant du Maître d'ouvrage par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Celui-ci fixe la date des opérations préalables à la réception, au plus tard, dans 30 jours qui suivent la réception de la lettre adressée par le Titulaire.

#### Proposition de réception des travaux :

Dans un délai de cinq (05) jours calendaires suivant la date du procès-verbal d'Opérations Préalables à la Réception (PV d'OPR), le Maître d'œuvre fait connaître au Titulaire s'il a ou non proposé au représentant du Maître d'ouvrage de prononcer la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

#### Décision de réception des travaux :

Au vu du procès-verbal des Opérations Préalables à la Réception et des propositions du Maître d'œuvre, le Maître d'ouvrage notifie au Titulaire dans un délai de 30 jours suivant la date du PV d'OPR sa décision de prononcer ou non la réception, ou si elle est prononcée avec réserves.

#### Documents à fournir après exécution préalables à la réception des travaux :

Conformément aux dispositions de l'article 40 du CCAG-Travaux, le Titulaire doit remettre à l'issue de l'opération un Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) comportant l'ensemble des éléments relatifs aux travaux exécutés. Ce DOE doit être remis sur un support informatique au format pdf et papier, en 1 exemplaire au Maître d'œuvre et 1 exemplaire au bureau de contrôle qui est en charge de viser le contenu, au plus tard à la date des opérations préalables de la réception. Il comprend l'ensemble des éléments nécessaires à renseigner le Maître d'ouvrage sur les composantes mises en œuvre en vue d'en assurer la maintenance notamment et est composé de 2 parties :

- une partie sécurité réglementation comprenant l'ensemble des PV de classement, avis techniques et autres relatifs aux produits mis en œuvre, à des fins administratives,

- une partie maintenance comprenant la liste de l'ensemble des matériaux et matériels mis en œuvre avec fiches techniques produits, ceci à des fins d'exploitation et de gestion par l'établissement ou ses services de maintenance.

Après validation du contenu du DOE soumis à l'accord du Maître d'œuvre, le dossier est transmis au Maître d'ouvrage sur support informatique pdf et papier.

Par ailleurs, il convient souligner que le Titulaire s'engage à remettre à l'issue des travaux un Dossier d'Utilisation, d'Exploitation et de Maintenance (DUEM) permettant de suivre sur des plans administratif, économique et technique, l'ensemble de l'exploitation et de la maintenance des bâtiments.

Le DUEM doit contenir toutes les informations nécessaires au bon fonctionnement et à la maintenance des équipements et des installations du bâtiment. Il doit être remis au Maître d'ouvrage sur un support informatique pdf et papier au plus tard à la date des opérations préalables de la réception, accompagné des procès-verbaux de contrôle et des attestations de conformité. Le DUEM doit être rédigé par le Titulaire en collaboration avec le Maître d'œuvre et/ou le bureau de contrôle. Il doit respecter les normes et les règles en vigueur, ainsi que les exigences du Maître d'ouvrage. Le DUEM doit être clair, complet et précis, afin de faciliter l'utilisation et l'entretien du bâtiment par les exploitants et les usagers.

## **ARTICLE 5 – PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

### **Article 5.1 – Les prix du marché**

Le marché est conclu à prix global et forfaitaire.

Les prix forfaitaires sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que l'ensemble des frais nécessaires à la bonne exécution du marché.

Par conséquent, en aucun cas, le Titulaire ne pourra arguer, après notification du marché, des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du CCTP ou des plans pour justifier une demande de supplément.

Les prestations faisant l'objet de montants forfaitaires sont indiquées dans la Décomposition des Prix Global et Forfaitaire (DPGF) annexée à l'Acte d'engagement du présent marché (Annexe financière).

Les prix du présent marché se réfèrent à la situation économique correspondant au mois comprenant la date limite de remise de l'offre soit le mois **novembre 2025** dit mois de référence.

### **Article 5.2 – Les modalités de règlement des comptes**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés après vérification du service fait et en fonction de l'avancement des travaux. Les demandes de règlement sont établies en 3 exemplaires dont un original, chaque exemplaire devant être signé par le Titulaire. Elles sont transmises au Maître d'œuvre pour vérification, le Maître d'œuvre dispose de 7 jours calendaires, à compter de la remise du document pour vérifier et arrêter le décompte.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, le Maître d'œuvre transmet le projet de décompte général au Maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours à compter de la date de la transmission de la demande de paiement finale par le Titulaire du présent marché.

#### Acomptes :

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait. Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

Les états d'acomptes sont établis conformément aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG-Travaux.

### **Article 5.3 – Variation des prix**

Les prix du présent marché sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre, soit **novembre 2025** dit « mois zéro ».

Les prix du présent marché sont fermes et maintenus pendant toute la durée de l'exécution du marché.

Conformément à l'article R. 2112-11 du Code de la commande publique, ce prix sera actualisé, si un délai supérieur à trois (3) mois s'écoule entre la date à laquelle le Titulaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations. L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

A cet effet, il sera appliqué la formule d'actualisation suivante :

$$P = P_o \times [BT(n-3) / BTo]$$

#### Selon que :

P = Prix actualisé HT

Po = Prix initial HT

BT(n-3) = Désigne la valeur disponible de l'index Bâtiment (BT47-Electricité) à la date de commencement des travaux moins 3 mois.

BTo = Désigne la valeur de l'index Bâtiment (BT47-Electricité) au mois d'établissement du prix du marché, soit **novembre** dit « mois zéro ».

Les index Bâtiment, Travaux publics et divers de construction publiés le 11 juillet 2025 sont accessibles à l'adresse suivante :

[www.insee.fr/fr/statistiques/8610057](http://www.insee.fr/fr/statistiques/8610057)

### **Article 5.4 – Facturation**

#### • Généralités

La transmission des factures est effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L. 2192-1 à l'article 2192-7 du Code de la commande publique.

Le règlement des comptes se fait sur la base d'un décompte final, qui intervient après réception

du bâtiment judiciaire concerné par le projet.

Sont déduites du montant, le cas échéant, les pénalités prévues au présent CCAP.

**Outre les mentions légales obligatoires, toute pièce doit mentionner les éléments suivants :**

- Nom et adresse du créancier,
- Intitulé et numéro du compte bancaire ou postal à créditer (celui-ci doit être identique à celui porté dans l'Acte d'engagement),
- Les références du contrat ou numéro de l'engagement attribué par le système de comptable du destinataire de la facture,
- Date et numéro du marché,
- Prestation exécutée ou livrée,
- La période de prestation,
- Prix des prestations HT,
- Taux et montant de la TVA,
- Montant total TTC.

**L'attention du Titulaire est appelée sur le fait que toute facture qui ne sera pas présentée dans les formes fixées par le marché, erronée ou incomplète lui sera retournée, le délai global de paiement étant alors interrompu. Les raisons qui s'opposent à sa prise en charge ainsi que l'indication des pièces à fournir ou des mentions à compléter seront communiquées au Titulaire.**

Les règlements seront effectués au crédit du compte indiqué dans le Relevé d'identité bancaire transmis par le Titulaire.

- **Dématérialisation des factures**

En application de l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, toutes les entreprises Titulaires de marchés publics et leurs sous-traitants bénéficiant d'un paiement direct doivent obligatoirement adresser leurs factures sous format électronique.

Par conséquent, le Titulaire et ses sous-traitants doivent obligatoirement transmettre leurs factures électroniques à partir du portail Chorus Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les spécifications techniques et modes opératoires sont accessibles à l'adresse :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Les factures dématérialisées CHORUS devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro SIRET de l'Administration : 11000201100044 ;
- Le code de service exécutant suivant : DSJPFGU078 ;
- Le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture.

## Article 5.5 – Modalités de paiement

- **Délai de paiement**

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique après constatation du service fait et en fonction de l'avancement des travaux (article 1 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique), dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture de la date d'exécution des prestations ou de réception des ouvrages si celle-ci est postérieure.

Sur Chorus Pro, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

- La date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture, lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé,
- La date de notification au Maître d'ouvrage du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation Chorus Pro, lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service.

- **Intérêts moratoires**

Les intérêts moratoires ainsi que l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40) euros sont calculés et payés conformément aux articles L.2192-12 à L.2192-14 du Code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires dus en cas de non-respect du délai de règlement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le taux est consultable sur le site internet de la banque de France.

- **Mode de règlement**

Le mode de règlement retenu par l'Administration est le virement bancaire sur le compte du Titulaire.

## Article 5.6 – Avances

Suivant les stipulations des articles R. 2191-3 et R. 2191-7 du Code de la commande publique, une avance est accordée au Titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Si le Titulaire est une PME le taux de l'avance est fixé à 30%. Dans la négative, le taux est fixé à 5%.

Par ailleurs, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Pour le versement de l'avance, le délai global de paiement court à compter de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le

titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

**Nota :** Dès lors que le Titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, tout en tenant compte des particularités fixées aux articles R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## **Article 5.7 – Paiement des cotraitants et sous-traitants**

### **Modalités de paiement direct par virements**

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à leur payer directement, déterminé à partir du décompte afférent à ce co-traitant.

Pour les sous-traitants, le Titulaire joint au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le Maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation jointe au projet du décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Pour les sous-traitants payés directement par le Titulaire, ce dernier doit transmettre une attestation indiquant la somme versée au sous-traitant. Cette attestation doit être visée par le Titulaire et le sous-traitant.

## **Article 5.8 – Langue et unité monétaire**

Tous les documents afférents au présent marché sont rédigés en langue française (fiches techniques, supports de formation, factures...).

L'unité monétaire d'exécution du présent marché est l'euro.

## **ARTICLE 6 – DISPOSITIONS PARTICULIERES**

### **Article 6.1 – Considérations environnementales**

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes. Il s'engage à respecter les considérations environnementales et le descriptif associé mentionnés dans le CCTP.

### **Article 6.1-1 – Obligations du Titulaire**

De manière générale, les obligations du Titulaire en terme environnemental dans l'exécution de ce marché doivent prendre en compte l'ensemble du cycle de vie des matériels et produits utilisés, dont notamment :

- La composition des produits et notamment leur caractère écologique/polluant/toxique ;
- Les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclés et du recyclage ;
- La prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation ;
- Les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre ;
- La sensibilisation de son personnel et de ses sous-traitants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

Le Titulaire s'assure du respect par ses éventuels sous-traitants des obligations environnementales précitées.

### **Article 6.1-2 – Gestion des déchets**

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions de l'article 36 CCAG-Travaux et aux dispositions prévues à l'article 2.4 du CCTP du présent marché.

Aux fins de contrôle et de suivi, le Titulaire assure la traçabilité des déchets. Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage et de traitement des déchets sont précisés dans les documents techniques du marché.

En cas de manquement du Titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du Maître d'ouvrage en tant que producteur de déchets et du Titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le Titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le Titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur. Le Maître d'ouvrage transmet au Titulaire, avant l'exécution des travaux, toute information nécessaire pour permettre à celui-ci de valoriser ou d'éliminer les déchets conformément à la réglementation en vigueur.

Le Titulaire s'engage à fournir au Maître d'œuvre les éléments de traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier. Le Titulaire remet au Maître d'œuvre, avec copie au Maître d'ouvrage, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le Titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, le Maître d'ouvrage se réserve le

droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCAP en son article 7.1.

#### **Article 6.2 – Régime des droits de propriété intellectuelle**

Conformément aux articles 45 à 48 du CCAG - Travaux, le Titulaire s'engage à accorder au Maître d'ouvrage les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

#### **Article 6.3 – Hygiène, sécurité et conditions de travail**

Le personnel du Titulaire du marché intervenant dans les locaux d'une juridiction doit se conformer aux dispositions de son règlement intérieur, mentionnées comme étant applicables au personnel d'entreprises extérieures intervenant sur le site.

### **ARTICLE 7 - PENALITES ET PRIMES**

#### **Article 7.1 – Pénalités**

Les pénalités peuvent être appliquées en cas de non-respect par le Titulaire de ses engagements contractuels. Les pénalités sanctionnent un retard ou le non-respect d'une des clauses du marché.

Les pénalités sont appliquées par l'Administration du simple fait de la constatation par le Maître d'œuvre « CVOSS Consultant » du retard ou de l'inexécution, et s'appliquent de plein droit et sans mise en demeure.

Il convient de rappeler que les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait ce faisant, se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du Titulaire de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du Titulaire.

Les pénalités sont cumulables entre elles. Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Les pénalités sont déductibles de droit et d'office des facturations présentées au paiement par le Titulaire, sur simple présentation d'une décision de pénalités notifiée au Titulaire par le représentant du Maître d'ouvrage.

Par dérogation aux dispositions des articles 19.2.1, 19.2.3 et 19.3 du CCAG-Travaux, les pénalités sont calculées selon les modalités suivantes :

Enoncé de la pénalité	Montant du décompte de pénalité	Unité de calcul de la pénalité
Non-respect des délais de remise de documents listés au cahier des charges (article 3.13 du CCAP ou dispositions du CCTP)	100 € HT	Par jour ouvré de retard et par document
Non-respect des clauses contractuelles du marché	200 € HT	Par constat
Non-respect des délais contractuels d'exécution	200 € HT	Par jour ouvré de retard
Non-respect de tenue des délais de remise du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)	500 € HT	Par document
Non-respect de tenue des délais de remise du Dossier d'Utilisation, d'Exploitation et de Maintenance (DUEM)	200 € HT	Par document
Non-respect de tenue vestimentaire (Absence de port de la tenue de travail obligatoire ou d'absence de port d'insigne du Titulaire, y compris sous-traitants)	80 € HT	Par défaillance constatée dans la limite d'un constat par jour et par agent
Intervention non autorisée (Dans le cas où le Titulaire exécuterait des travaux dangereux, insalubres ou non autorisés par l'Administration)	80 € HT	Par défaillance constatée
Non application des dispositions de protection ou de remise en état des lieux	100 € HT	Par constat et par jour ouvré de retard
Absence de participation à une réunion	200 € HT	Par constat
Non-respect de l'emploi des matériels et équipements	150 € HT	Par constat et par matériel
Non-respect du repliement des installations du chantier, de remise en état des lieux et du nettoyage	300 € HT	Par jour ouvré de retard
Non-respect des considérations environnementales (Gestion des déchets, protection des ouvrages neufs et existants, réduction de la pollution de l'air et des sols)	150 € HT	Par constat et par jour ouvré de retard pour non remise du bordereau de suivi des déchets
Doléances formulées par écrit non prises en compte dans un délai de 2 jours ouvrés	50 € HT	Par jour ouvré de retard

## Article 7.2 – Limitation des pénalités

### Principe :

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, le montant cumulé des pénalités encourues pendant la période d'exécution des travaux du présent marché ne peut excéder vingt pour cent (20 %) du montant global HT du marché.

### **Plafond pour l'ensemble des pénalités de retard encourues :**

Conformément aux dispositions de l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard encourues au titre d'un même mois pour le bâtiment judiciaire concerné est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant global HT du marché.

Toutefois, il convient de souligner que les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure (catastrophe naturelle, attentat, interruptions dans la fourniture d'électricité et des fluides du fait des compagnies distributrices, etc.).

#### **Article 7.3 – Procédure contradictoire préalable**

Lorsque le Maître d'ouvrage sur proposition du Maître d'œuvre envisage d'appliquer des pénalités, il invite, par écrit, le Titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours dès notification de la décision d'application de pénalités provisoires. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au Titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du Titulaire dans ce délai ou si le Maître d'ouvrage considère que les observations formulées par le Titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

#### **Article 7.4 – Primes**

Les documents du présent marché ne prévoient pas le versement de primes.

### **ARTICLE 8 - STATUT DU TITULAIRE**

#### **Article 8.1 – Transfert du marché**

Le Titulaire ne peut sous-traiter ni céder le présent marché sans autorisation expresse du Maître d'ouvrage.

Le non-respect de cette clause entraîne de plein droit la résiliation immédiate du marché aux torts exclusifs du Titulaire et sans indemnité.

#### **Article 8.2 – Modification du statut du Titulaire et avenant**

Dans les hypothèses d'une fusion, absorption, d'un rachat ou d'un changement de raison sociale du Titulaire, celui-ci doit proposer au Maître d'ouvrage un avenant entérinant la modification.

#### **Article 8.3 – Modification du statut du Titulaire et résiliation**

Dans les hypothèses d'une fusion, d'une absorption, d'un rachat ou d'un changement de raison

sociale du Titulaire, le Maître d'ouvrage a la faculté de résilier le marché de plein droit, sans indemnité et sans préavis.

Le Titulaire doit proposer au Maître d'ouvrage un avenant entérinant le changement du Titulaire.

Il doit poursuivre les prestations du marché jusqu'à son terme normal si le Maître d'ouvrage ne décide pas la résiliation.

## **ARTICLE 9 - RESILIATION DU MARCHÉ**

Le marché peut être résilié dans les conditions fixées aux articles 49 à 54 du C.C.A.G-Travaux.

## **ARTICLE 10 - REGLEMENT DES LITIGES**

### **Article 10.1 – Du règlement amiable des différends**

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

Le Maître d'ouvrage et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable ou le recours à la médiation dans la résolution de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

#### **• De la saisine préalable du Médiateur interne « relations fournisseurs »**

Lorsque le Maître d'ouvrage et le Titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le Médiateur interne « relations fournisseurs », dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

[mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr](mailto:mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr)

ou par courrier recommandé avec avis de réception à l'attention de:

**Monsieur le Médiateur interne « relations fournisseurs »**  
**13 place Vendôme**  
**75042 Paris Cedex 01**

Par ailleurs, le Médiateur interne « relations fournisseurs » peut être consulté par téléphone au 06 77 62 09 60.

#### **• Modalités de saisine du Médiateur interne « relations fournisseurs »**

La saisine du Médiateur interne « relations fournisseurs » doit comporter :

- Le nom de l'entreprise à l'origine de la demande ;
- Son numéro de SIRET ;
- L'objet du marché et, le cas échéant, du ou des bon(s) de commande concerné(s),
- L'objet de sa sollicitation ;
- Le service concerné au sein du ministère de la Justice ;

- Les coordonnées mail et téléphoniques de la personne pouvant être contactée au sein de l'entreprise.

Le Médiateur interne « relations fournisseurs » se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais.

Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le Médiateur interne « relations fournisseurs » sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le Médiateur interne « relations fournisseurs » envoie un courriel d'ouverture aux deux parties, précisant la date d'acceptation des parties.

Cette date constitue l'entrée officielle en médiation et fixe la date de la première réunion.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

- **Durée de la médiation**

Les parties décident de fixer un délai de médiation, dans la limite de 6 mois maximum à compter de la date d'entrée en médiation.

La date d'entrée en médiation est celle précisée par le Médiateur interne « relations fournisseurs » dans son courriel d'ouverture attestant l'acceptation des parties d'entrer dans la démarche. À défaut, elle correspond à la date de la première réunion de médiation, conformément à l'article L. 213-6 du Code de justice administrative.

## **Article 10.2 – Du règlement contentieux des différends**

En cas d'échec du règlement amiable, le différend relève de la compétence du Tribunal administratif de Versailles.

### **Déroptions au CCAG-Travaux**

L'article 2.6 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG-Travaux

L'article 3.2 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 28.1 du CCAG-Travaux

L'article 5.2 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux

Les articles 7.1 et 7.2 du présent CCAP dérogent aux dispositions des articles 19.2.1, 19.2.3 et 19.3 du CCAG-Travaux